

Questions orales

Comment le ministre peut-il maintenant expliquer à la population canadienne, après toutes les assurances qu'il a données à l'occasion de l'incident d'Air India, que les aéroports canadiens sont encore des passoires, comme l'ont si éloquemment démontré ces jours derniers deux journalistes de Radio-Canada?

[Traduction]

L'hon. Don Mazankowski (ministre des Transports): Eh bien, monsieur le Président, l'affaire dont parle le député fait actuellement l'objet d'une enquête. Je ne nierai pas que, à première vue, il semble y avoir eu des lacunes du point de vue de la sécurité. Nous avons déjà pris certaines mesures et, pour être précis, d'autres seront prises en ce qui concerne les contrôles de sécurité. Nous comptons établir de nouvelles normes concernant le personnel affecté à cette tâche et offrir un nouveau programme global de formation. Nous allons accroître également la surveillance. Mon collègue, le solliciteur général, et moi sommes en train de rédiger un mémoire au cabinet dans lequel sera proposée une amélioration du programme de sécurité dans tous les aéroports canadiens, ce qui devrait régler le problème.

M. Ouellet: Monsieur le Président, les paroles rassurantes du ministre ne suffisent plus.

● (1440)

ON DEMANDE AU MINISTRE DE MODIFIER LES RÈGLES DE
SÉCURITÉ

L'hon. André Ouellet (Papineau): Le ministre tient exactement les mêmes propos qu'il y a dix mois. Va-t-il intervenir dès maintenant pour mettre fin à la grève des agents de sécurité à Montréal? Va-t-il modifier immédiatement les règles de sécurité dans tous les aéroports canadiens en prenant des mesures concrètes au lieu de se contenter de belles paroles?

L'hon. Don Mazankowski (ministre des Transports): Monsieur le Président, mon collègue, le ministre du Travail, s'est occupé avec compétence de la grève des agents de sécurité dans les aéroports montréalais. Il a nommé un médiateur.

Quant aux autres préoccupations du député, nous y voyons aussi. Je prévois convoquer à Ottawa les dirigeants des sociétés aériennes pour discuter des mesures à prendre afin de remédier au problème en question et voir si nous pourrions agir dès maintenant dans le but d'accroître la sécurité dans tous les aéroports.

* * *

[Français]

LA SÉCURITÉ SOCIALE

LA PRÉOCCUPATION DES FEMMES EU ÉGARD AUX PROGRAMMES
SOCIAUX

Mme Lynn McDonald (Broadview--Greenwood): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre et elle a trait aux préoccupations des femmes relativement aux programmes sociaux, et en particulier à la revue des programmes universels de la part du gouvernement. Est-ce que le premier ministre assurera les femmes du Canada que cette revue sera pleinement ouverte et qu'elle inclura l'amélioration des programmes universels et non seulement des compressions?

[Traduction]

L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, je voudrais répondre à la députée étant donné qu'elle a signalé qu'il était fait mention dans le budget d'une étude de la politique sociale. Je sais que certains de mes collègues, notamment le ministre des Finances, la ministre de l'Emploi et de l'Immigration et d'autres se sont entretenus avec certains groupes auxquels leur ministère s'intéresse. Ce n'est qu'un début.

Je veux lui assurer qu'en ce qui concerne les femmes et les questions qui les préoccupent profondément, nous poursuivrons cette étude ouverte, et continuerons à nous associer et à collaborer avec elles. Je lui sais gré de ses observations.

LA RECOMMANDATION DU COMITÉ D'ACTION NATIONALE

Mme Lynn McDonald (Broadview--Greenwood): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Réagira-t-il à la recommandation du comité d'action nationale qui voudrait, pour assurer la pleine participation des associations féminines qui se préoccupent particulièrement de l'universalité, qu'elles jouissent d'un financement suffisant pour leur permettre de préparer des mémoires détaillés, comme on l'a fait lors de l'étude sur l'égalité?

L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, je ne peux ici même à la Chambre m'engager à accéder à cette requête. Cette question relève principalement du ministre chargé de la Condition féminine. Toutefois, si une requête est formulée, elle sera certes examinée.

* * *

L'ÉNERGIE

LE FINANCEMENT DU PROJET D'USINE DE VALORISATION DES
HUILES LOURDES DE LA SOCIÉTÉ HUSKY

Mme Barbara Sparrow (Calgary-Sud): Monsieur le Président, la sécurité de l'approvisionnement énergétique est une préoccupation majeure pour tous les Canadiens. Ma question s'adresse à la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Je crois savoir que les entretiens qu'elle a eus hier avec des représentants de la société Husky Oil et des gouvernements de l'Alberta et de la Saskatchewan ont donné des résultats très positifs. La ministre est-elle disposée à en faire part à la Chambre?

Des voix: Bravo!

M. le Président: Brièvement.

L'hon. Pat Carney (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, nous, de ce côté-ci de la Chambre, sommes certes fiers de faire partie du premier gouvernement fédéral à vraiment libérer des fonds pour l'usine de valorisation de la société Husky. Lors des entretiens d'hier, nous avons convenu avec les représentants de la société et des gouvernements de la Saskatchewan et de l'Alberta de partager le coût des travaux d'ingénierie préalables à la construction de l'usine, lequel est de 90 millions de dollars environ. Je crois que cela prouve notre engagement à l'égard de la sécurité de l'approvisionnement, au moment même où les prix de l'énergie